

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78011 Versailles

Versailles, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



APR2

Villages d'entreprises
ZI - RN 13
78270 BONNIERES SUR SEINE

Code AIOT : 0006509756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2022 dans l'établissement APR2 implanté Village d'Entreprise Z.I. RN 13 78270 BONNIERES SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APR2
- Village d'Entreprise Z.I. RN 13 78270 BONNIERES SUR SEINE
- Code AIOT : 0006509756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société APR2 est implanté au sein du "village d'entreprise" de Bonnières-sur-Seine. Elle possède une autorisation d'exploiter un centre de démontage de produits électriques et électroniques en fin de vie délivrée par arrêté préfectoral du 10 janvier 2005. Les rubriques ICPE exploitées par APR2 sont : 2791-1(A), 3530 (A), 2714-2 (D) et 2711-2 (DC)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie;
- Prévention des pollutions;
- Prévention des accidents ;
- Situation administrative.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Arrêt d'Urgence	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Modification et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Exploitation des installations d'entrepôts et internes de déchets	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 5.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Eclairage artificiel et chauffage des locaux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 8.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stockage des équipements électriques et électroniques	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.1.4	/	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.1.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection a constaté la présence de plusieurs activités et de dispositifs qui n'ont pas été portés à la connaissance de l'inspection des installations classées :

- activité de broyage de disques durs;
- activité de broyage de papiers ;
- activité de réparation de DEEE destinés à la revente;
- dispositif de détection incendie VESDA en remplacement du système de sprinklage ;
- présence d'un groupe électrogène.

La poursuite des activités du projet pilote SKYTECH a été constatée. Or la durée de ces activités de tri/traitement de déchets plastiques était limitée, par arrêté préfectoral du 7 novembre 2019, à une durée inférieure à 2 ans. Il est demandé à l'exploitant de régulariser la situation de cette activité, en la cessant ou en transmettant une demande de prolongation, formelle, des activités de SKYTECH auprès de l'inspection des installations classées.

Plusieurs points de contrôle ont également été identifiés comme des non-conformités et font l'objet d'une lettre de suite préfectorale. Parmi elles, la non-conformité portant sur la présence de dispositif de chauffage non-conforme présente un risque accidentel immédiat et fait donc l'objet d'une proposition d'arrêt de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt d'Urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 71.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif d'arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie de l'ensemble des appareils, sera manœuvrable à partir d'un endroit accessible en permanence et signalé, pour permettre l'intervention des services de secours et de lutte contre l'incendie.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le protocole d'urgence daté du 31 mai 2021. Ce protocole comprend les actions à mettre en place en cas : <ul style="list-style-type: none">• chute du personnel ;• incendie ;• explosion ;• brûlure ;• etc. <p>Dans ce rapport, aucune mention de l'utilisation du système d'arrêt d'urgence n'est présente.</p> <p>L'exploitant présente également à l'équipe d'inspection, le rapport de contrôles des systèmes électriques en date de février 2022. Aucune information ne figure dans ce rapport de contrôle en ce qui concerne le dispositif d'arrêt d'urgence.</p> <p>Le système n'a pas fait l'objet d'un test par l'équipe d'inspection car il aurait engendré, en cas de test concluant du dispositif, l'arrêt total des systèmes électriques impactant, de ce fait, l'activité du site.</p> <p>L'inspection constate que le dispositif d'arrêt d'urgence est cependant accessible sans difficulté d'accès. Sa localisation n'est pas notifiée sur un plan pouvant être mis à disposition des services de secours et de lutte contre l'incendie.</p> <p>Au regard de ces constats il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none">• apporter la justification à l'inspection des installations classées que le dispositif d'arrêt d'urgence est fonctionnel ;• référencer le dispositif sur le plan global du site et celui de la zone dans laquelle il est présent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Stockage des équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage des équipements électriques et électroniques est réalisé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. L'exploitant fixe la hauteur maximale de stockage de ces équipements de manière à assurer la stabilité de ces stockages.
Constats : L'équipe d'inspection constate que le stockage des équipements électriques et électroniques n'engendre pas de difficulté de passage pouvant engendrer des complications en cas d'intervention des moyens de secours lors d'un incendie par exemple. Il est constaté par l'équipe d'inspection la présence d'une grille de stockage de déchet de câble électrique, entreposée sur deux autres grilles de stockage, portant la hauteur à trois grilles de stockage. Or, L'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012 porte la hauteur maximale des stockages à 3,5 m, le stockage mentionné dépasse vraisemblablement cette hauteur. L'exploitant a communiqué, par échange de courriel, le 25 juillet 2022 deux photos justifiant le retrait de cette grille assurant de ce fait et avec certitude que la hauteur de stockage n'excède pas 3,5 m.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de veiller à respecter la hauteur maximale de stockage fixée dans l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 71.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : le personnel est formé sur la conduite à tenir en cas d'incendie et est entraîné à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la dernière fiche d'exercice évacuation incendie en date du 10 mai 2022. Les éléments suivant sont analysés lors de ce type d'exercice : <ul style="list-style-type: none">• attentes de l'exercice ;• description de la réalisation de l'exercice ;• remarques sur le déroulement de l'exercice ;• résultats ;• comparaison avec l'exercice précédent ainsi que les points forts et axes d'améliorations. <p>Le prochain exercice d'évacuation incendie est prévu pour le mois de novembre 2022.</p> <p>L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que cette procédure n'est pas formalisée au sein de l'entreprise. Une remise au point des actions à mener en cas d'incendie est réalisée auprès du personnel à chaque exercice incendie.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'équipe d'inspection recommande à l'exploitant de formaliser cette procédure afin qu'elle soit transmise et accessible pour tous les salariés et à tout moment. Un travail d'identification des rôles de chaque salarié est à réaliser (identification des SST formés à l'utilisation des extincteurs, personnes identifiées en tant que serre guide et serre file). L'objectif de cette disposition réglementaire est d'agir dans les meilleures conditions et en toute sécurité en cas d'incendie.</p>
Observations : Pour compléter les exercices présentés, l'exploitant a évoqué un projet de sensibilisation avec les services de secours (SDIS) afin de sensibiliser le personnel aux risques incendie et de former l'ensemble du personnel à l'usage d'extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.
Constats : L'équipe d'inspection constate la présence de systèmes de désenfumage dans l'ensemble des locaux de stockage du site. L'exploitant présente le rapport d'analyse du système de désenfumage en date d'octobre 2021. Ce dernier ne met pas en avant de non-conformité pouvant induire des dysfonctionnements des systèmes. L'ensemble des systèmes de déclenchement est situé à proximité des accès. Ce déclenchement ainsi que le réarmement sont possibles depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces systèmes n'ont pas fait l'objet de tests lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant disposera de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués : - d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, ou en cas de risque électrique, à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement (à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements) à raison de 1 pour 200 m² de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau répartis, bien visibles et facilement accessibles. - d'une réserve de sable maintenu meuble et sec en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres et des pelles . Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. La défense extérieure contre l'incendie du bâtiment est assurée par, la présence de poteaux d'incendie DN 100 ou DN 150 normalisés (NF EN 14384). Ces poteaux à incendie sont implantés en respectant les distances suivantes : - 100 mètres au plus entre l'entrée principale de chaque zone recoupée (surface de vente, réserve...) et l'hydrant le plus proche, par les chemins praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir ; - 150 mètres au plus entre chaque hydrant par les voies de desserte ; - 5 m au plus du bord de la chaussée, côté opposé au bâtiment. Le réseau d'adduction devra fournir au moins 510 m³/h d'eau sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les besoins en eau nécessaires au fonctionnement éventuel des installations fixes du site pourront être pris sur le réseau d'adduction sous réserve que les sapeurs-pompiers disposent d'un débit de 510 m³/h en cas de sinistre.</p> <p>Constats :</p> <p>Les plans des locaux possédant une descriptions des dangers associés à chaque local sont bien présents sur le site d'APR2.</p> <p>L'exploitant présente le rapport de contrôle des extincteurs réalisé le 28 février 2022. Ce rapport précise la présence de : 98 appareils en bons états, 4 non vérifiés et 1 avec défaut. Concernant les non vérifiés l'exploitant précise que le local où se situent ces extincteurs était fermé lors du contrôle. La clé du local n'était pas en sa possession lors dudit contrôle. Au cours de la visite d'inspection, le local était également fermé. L'équipe d'inspection n'a pas eu la possibilité de vérifier la réalisation des contrôles sur ces extincteurs. L'exploitant précise que ces extincteurs sont utilisés lors d'interventions de collecte chez les clients. Ils sont disposés dans les véhicules de la société. Cependant et pour limiter les vols d'extincteurs, déjà subis par APR2, ces derniers sont stockés dans cette zone fermée à clé.</p> <p>Il est constaté par l'équipe d'inspection que l'accès à l'extincteur présent dans ce local est limité (présence de 4 bouteilles sous pression situées devant l'accès).</p> <p>De plus, à la lecture du rapport d'intervention, l'équipe d'inspection constate que 11 des extincteurs présents sur le site n'ont pas été vérifiés pour cause de « matériel non présent ».</p> <p>L'équipe d'inspection constate l'absence d'extincteurs dans le local de stockage des déchets ayant été refusés sur le site (pots de peinture notamment). Des déchets tels que des frigos ou des eaux de process de SKYTECH (extrudeuse et granulatrice) sont également stockés dans cette zone.</p> <p>L'exploitant, par échange de courriel en date du 25 juillet 2022, présente le rapport d'intervention sur les dispositifs de robinets d'incendie armés (RIA) réalisé le 22 décembre 2021. Il met en avant la présence d'un appareil présentant des défauts sans en préciser la nature. Par échange de courriel avec l'équipe d'inspection en date du 26 juillet 2022 l'exploitant présente la facture attestant de la réparation du RIA défectueux.</p> <p>L'équipe d'inspection a constaté la présence de bacs à sable meuble et sec en quantités adaptées sur le site ;</p> <p>En ce qui concerne les poteaux incendie, ils appartiennent au propriétaire des terrains et locaux</p>

du village d'entreprise. La charge de la réalisation du contrôle et de l'entretien des systèmes de défense extérieure contre l'incendie appartient donc au propriétaire des terrains.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le dernier rapport de contrôle des poteaux incendie en date du 3 mars 2022. Les valeurs d'eau fournies, sous une pression de 1 bar, sont les suivantes :

- poteau 66 = 174 m³/h ;
- poteau 64 = 244 m³/h ;
- poteau 65 = 207 m³/h ;
- poteau 63 = 232 m³/h.

Le réseau d'adduction fournit 862 m³/h d'eau.

Au regard des constats ci-dessus il est demandé à l'exploitant de :

- rendre l'accès facile à l'extincteur présent dans le local fermé à clé et de communiquer à l'équipe d'inspection les justificatifs attestant de la réalisation des contrôles sur les 4 extincteurs non vérifiés ainsi que sur les 11 extincteurs non vérifiés pour motif d'absence. L'accès facile à ce local est d'autant plus important que des produits à risques (bouteilles de gaz) y sont stockés, nécessitant une intervention rapide en cas de début de sinistre à proximité.

- disposer de deux extincteurs, a minima, adaptés à la nature des déchets dangereux présents dans la zone de stockage des déchets ayant fait l'objet d'un refus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3mois

N° 6 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 71.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les zones devant disposer de système de détection et d'extinction automatiques sont à minima celles mentionnées dans le rapport d'études des scénarios d'accident d'un atelier de défabrication de DEEE annexé au dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Ces zones sont situées dans la partie Nord des halls O-Q-R-G-F et E. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : L'équipe d'inspection constate la présence d'un système de détection incendie (de type VESDA, avec aspiration) au niveau de chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 71.1. Cependant, le remplacement du système de sprinklage, prévu dans l'étude de danger initiale, par une simple détection incendie, sans extinction automatique, n'a pas fait l'objet d'une information auprès du Préfet (et de l'inspection des installations classées). L'exploitant présente le rapport d'intervention de poses/petits travaux réalisés sur le système de détection incendie en date du 24 juin 2022. Ce dernier fait état d'un état fonctionnel du système comme étant « en dérangement ». L'exploitant précise que ces dysfonctionnement concernent la partie du système présent dans les locaux de SKYTECH, sans pouvoir en apporter la preuve. Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">• fournir le rapport détaillé du contrôle des systèmes de détection incendie afin d'identifier les défaillances du système et leur localisation. Il est également demandé à l'exploitant de veiller, avec la société SKYTECH, à ce que l'ensemble des systèmes de détection incendie présents sur le site soit opérationnel. Il lui est rappelé qu'il doit tenir à jour une liste de ces détecteurs et des opérations d'entretien associées ;• apporter les preuves justifiantes que le nouveau système d'incendie répond aux exigences du système prévu lors de l'étude de danger initiale, lequel système ne permettait pas seulement la détection mais également l'extinction, et de la pertinence du dimensionnement du nouveau système. Le cas échéant, l'exploitant apportera des éléments technico-économiques justifiantes de son choix.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1 et 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Modification activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p> <p>Constats : L'équipe d'inspection a constaté la présence de nouveaux dispositifs et nouvelles activités qui n'ont pas été portés à la connaissance du Préfet. Les activités et dispositifs suivants ont été identifiés lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • activité de broyage de disques durs. Le broyeur, en place dans les locaux d'APR2, mais a été mis à l'arrêt par l'exploitant au regard des conclusions du rapport de « l'Objectif Santé TRAvail » (OSTRA) en date du 30 juin 2022. L'intervention de l'OSTRA est survenue, à la demande de l'exploitant, à la suite d'apparition de « céphalées chez les salariées travaillant aux abords du broyeur » ainsi qu'à l'apparition « d'odeurs âcres lors de la mise en fonctionnement du dispositif » ; • activité de broyage de papiers. Cette activité, bien que n'étant pas en fonctionnement le jour de la visite d'inspection, est régulièrement utilisée en fonction des déchets admis, selon les déclarations de l'exploitant ; • présence d'un groupe électrogène utilisé pour l'alimentation électrique du broyeur de disques durs. La puissance n'a pas pu être fournie par l'exploitant ; • activité de reconditionnement de DEEE destinés à être revendus (réutilisation) . <p>Les activités de broyage, comprenant le groupe électrogène, peuvent générer une zone ATEX.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de régulariser la situation des installations par le dépôt d'un dossier portant à la connaissance du Préfet ces modifications et les éléments d'appréciation nécessaires, au titre de l'article 1.6.1 de son arrêté préfectoral du 17 octobre 2012 . Il est attendu dans le cadre de ce dossier que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détaille le fonctionnement des deux broyeurs, leur puissance et capacité journalière de traitement (quantité de déchets traités), ainsi que les modes de traitement finaux envisagés (sur site ou hors site). Les conséquences de l'ajout de ces activités sur le niveau de sécurité des installations (notamment par rapport au risque d'incendie) et leur impact doivent être examinés; • précise le fonctionnement du groupe électrogène dans le cadre des activités de broyage de disques durs et détaille sa puissance en MW, ainsi que les modalités et conditions de stockage de son combustible ; • présente son activité de reconditionnement et vente d'équipements électriques et électroniques, en précisant le processus et les zones de stockage de ces éléments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : L'équipe d'inspection, lors de la visite d'inspection du site, a constaté une situation dangereuse. En effet, à l'entrée du hangar de déchargement des déchets, qui constituent des combustibles, l'équipe d'inspection a constaté la présence de salariés en train de consommer des cigarettes. Les personnes étaient situées entre l'extérieur et l'intérieur du hangar. A proximité de ces personnes (quelques mètres) et dans le hangar se trouve d'une part des bouteilles, pleines d'oxygène sous pression et d'autre part deux caisses de stockage de batteries. Au regard de la situation constatée, il est demandé à l'exploitant de respecter et faire respecter les dispositions relatives à l'article 7.5.4 de son arrêté préfectoral et d'imposer l'interdiction de fumer à ses salariés dans tout lieu présentant des risques d'incendie, notamment à l'intérieur du hangar contenant le stockage de batteries et de bouteilles d'oxygène sous pression.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 9 : Exploitation des installations d'entreposage internes de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets réceptionnés et produits, entreposés dans les bâtiments ou à l'extérieur, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : L'équipe d'inspection a constaté le stockage de déchets de métaux en extérieur et à même le sol. Une partie de ce stockage n'est pas disposée sur une dalle étanche. Ces déchets sont donc susceptibles de provoquer, a minima, des pollutions des sols par infiltration de polluants. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'une demande- suivie de plusieurs relances- a été faite auprès du propriétaire du site dans le but de déposer/construire une dalle dans cette zone. Il indique que le propriétaire a refusé de répondre à cette demande. Au regard des différents constats présentés ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de trouver une solution alternative d'entreposage de ces déchets permettant de prévenir tout risque de pollution .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 10 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.4.1 et 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Le volume de confinement est supérieur à 1089 m³. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection a constaté la présence d'un système mobile dit « Thomas » dédié au confinement des eaux d'extinction incendie ou tout autre déversement accidentel pouvant survenir dans les locaux d'APR2. Ce dispositif permet de confiner les eaux dans le hangar et limite ainsi leur déversement en dehors, dans le milieu naturel.</p> <p>L'équipe d'inspection a constaté que le dernier contrôle de fonctionnement de ce dispositif a été réalisé il y a plus d'un an.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, et conformément à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012, de réaliser les contrôles relatifs au bon fonctionnement du dispositif de rétention des eaux d'extinctions et de communiquer le rapport de contrôle à l'équipe d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 11 : Eclairage artificiel et chauffage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement. Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des zones de stockage. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des "zones de stockage"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection a constaté, dans le hangar destiné à l'activité de réutilisation des DEEE, la présence de 4 chauffages portatifs à air chaud pulsé. Chacun de ces chauffages est relié à une bouteille de combustible (butane/propane). Ces systèmes sont disposés à même le sol, au niveau d'une zone de circulation des salariés. Aucun périmètre de sécurité n'est défini autour de ces systèmes et aucun dispositif n'est mis en place pour éviter toute chute des bouteilles de butane/propane.</p> <p>A proximité de ces systèmes de chauffage sont stockés des caisses de DEEE (câbles électriques, chargeur électroniques, etc). Plus généralement, le hangar stocke une partie des DEEE destinés à des actions de traitement dans des entreprises agréées, ainsi que des équipements électriques et électroniques destinés à la vente (réutilisation après réparation par les équipes d'APR2), tous ces éléments étant combustibles.</p> <p>L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'au regard de l'ancienneté des locaux il est difficile de mettre en place un autre système de chauffage. Il précise également que ces systèmes sont utilisés uniquement durant les périodes les plus froides de l'année et sont enlevés en période printanière et estivale. Cependant, lors de l'inspection le 20 juillet 2022, ces systèmes n'ont pas été enlevés.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que le système de chauffage installé est compatible avec la nature des activités exercées dans le hangar (vis à vis du risque incendie et d'explosion et aussi du risque de chute des bouteilles), et de mettre en place toutes les mesures nécessaires pour prévenir ces risques.</p> <p>Dans l'attente de ces éléments, l'équipe d'inspection demande à l'exploitant de retirer ces systèmes d'air chaud pulsé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois